

Supervision des Fintechs en Mauritanie : Défis et perspectives

Supervision of Fintechs in Mauritania : Challenges and Prospects

Dr. YACOUB AHMED YOURA

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques et Économiques

Université de Nouakchott

Unité Mauritanienne de Recherche en Gouvernance d'Entreprise
Mauritanie

Date de soumission : 02/01/2025

Date d'acceptation : 20/02/2025

Pour citer cet article :

AHMED YOURA Y. (2025) «Supervision des Fintechs en Mauritanie : Défis et perspectives», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 1 » pp : 1171 - 1190

Résumé

Cet article vise à examiner les enjeux et les possibilités liés à la régulation des Fintechs en Mauritanie. Dans un premier temps, il analysera l'importance grandissante des Fintechs dans le contexte mauritanien, en soulignant leur potentiel pour favoriser le développement économique et l'inclusion financière. Par la suite, il examinera les difficultés particulières auxquelles les autorités mauritaniennes font face afin de superviser de manière efficace ce secteur en constante évolution. Enfin, il abordera les horizons à venir et les suggestions pour une régulation proactive et équilibrée, qui permettra de soutenir la croissance des Fintechs tout en garantissant un environnement sécuritaire et fiable. En abordant ces aspects, notre article offrira une compréhension approfondie des dynamiques et des implications de la supervision des fintechs en Mauritanie. Cette analyse favorisera également un débat éclairé et constructif sur l'avenir du secteur financier dans le pays.

Mots clés : Fintechs, Supervision, Inclusion financière, Régulation, Défis.

JEL Classification : O32, O43.

Abstract

The objective of this article is to analyze the challenges and opportunities of Fintech supervision in Mauritania. We will start with, examine the growing importance of Fintechs in the Mauritanian context, highlighting their potential to foster economic development and financial inclusion. Subsequently, we will explore the specific difficulties faced by Mauritanian authorities in effectively supervising this speed evolving sector. At the end, we will discuss future prospects and recommendations for a proactive and balanced regulatory approach that will support the growth of Fintechs while ensuring a secure and reliable environment. By addressing these aspects, these results aims is to provide a comprehensive understanding of the dynamics and implications of Fintech supervision in Mauritania, thereby contributing to an informed and constructive debate on the future of the financial sector in the country.

Keywords : Fintechs, Supervision, Financial inclusion, Regulation, Challenge.

JEL Classification : O32, O43.

Introduction

La montée en puissance des technologies financières, également connues sous le nom de Fintechs, est un phénomène mondial qui bouleverse profondément les services financiers classiques surtout pour les pays en voie de développement. En Mauritanie, ce domaine en plein essor depuis les cinq dernières années, présente des occasions exceptionnelles pour améliorer l'inclusion financière, favoriser l'innovation et stimuler la dynamique économique nationale. Cette inclusion peut être atteinte, grâce à des solutions novatrices telles que les paiements mobiles, le financement participatif, la technologie blockchain et le support des autorités compétentes. Avec le support de ce dernier et la capacité des fintechs mauritaniennes, les deux efforts conjugués peuvent rendre les services financiers beaucoup plus accessibles et efficaces que ce qu'il est aujourd'hui, pour une population majoritairement non bancarisée.

En effet, cette révolution numérique soulève également de nombreux défis en matière de régulation et de supervision de la part des autorités. Il est primordial d'assurer un encadrement rigoureux des fintechs en Mauritanie afin de préserver la stabilité financière, de protéger les consommateurs et de prévenir les risques associés à la cybersécurité ainsi qu'au blanchiment d'argent. Cependant, les autorités de régulation doivent naviguer dans un environnement complexe, où il est crucial de parvenir à un équilibre adéquat entre la promotion de l'innovation et l'établissement d'un cadre réglementaire vigoureux et appropriés.

Le cadre réglementaire doit garantir une surveillance efficace des Fintechs afin d'assurer un développement sécurisé et durable de cette innovation. Afin de surmonter cette problématique, Il y a plusieurs défis à relever : garantir la stabilité financière, mitiger le risque des fraudes et des abus au quel souvent les consommateurs sont exposés et prévenir le mouvement informel des ressources financières (blanchiment et financement des groupes du terrorisme). La mise en place d'un système de contrôle hiérarchisé adéquat peut favoriser considérablement la confiance des consommateurs et des investisseurs, ce qui encouragera davantage l'innovation et les investissements dans le domaine de la Fintech.

De plus, il est essentiel que la Mauritanie évolue dans un contexte mondial où les normes et les pratiques réglementaires progressent exponentiellement dans le temps. En assurant cette évolution, Il sera bien possible pour la Mauritanie de maintenir sa compétitivité et de s'intégrer plus efficacement dans l'économie numérique mondiale en adoptant des cadres réglementaires et des pratiques de supervision en accord avec les meilleures pratiques internationales.

L'enjeu de ce sujet réside principalement dans la nécessité d'établir un équilibre entre la promotion de l'innovation et la mise en valeur, ainsi que la préservation des intérêts publics. L'innovation pourrait être entravée par un environnement trop réglementé, tandis qu'un manque de régulation pourrait entraîner des risques financiers systémiques. Une surveillance réfléchie peut favoriser une économie Fintech dynamique qui favorise la croissance économique tout en garantissant la sécurité et la stabilité.

Dans cette étude, nous allons cerner notre problématique en la reformulant comme suit : Comment la réglementation des Fintechs en Mauritanie peut-elle concilier l'innovation technologique et la protection des consommateurs tout en encourageant la croissance économique du secteur financier ?

Cette question permet d'examiner les difficultés associées à la régulation des Fintechs, les dispositifs requis pour assurer la protection des consommateurs, ainsi que les approches pour favoriser un environnement favorable à l'innovation et à la croissance économique.

1. Contexte historique :

1.1. Évolution des Fintechs

Les Fintechs, également connues sous le nom de technologies financières, ont une histoire relativement récente, mais elle a connu des changements rapides et importants. On peut retrouver l'apparition des Fintechs dans les années 1990 et 2000, lorsque l'internet et les technologies numériques ont émergé, offrant ainsi de nouvelles opportunités pour l'innovation dans le domaine financier.

La bulle Internet a catalysé l'émergence des premières entreprises de paiement en ligne, telles que PayPal, au début des années 2000. Cet événement a marqué le début d'une transition numérique significative dans le secteur financier, caractérisée par une adoption croissante des services en ligne et des plateformes numériques par les consommateurs et les entreprises.

Le terme « FinTech » est une contraction des mots « Finance » et « Technologie », qui correspondent aux entités proposant des services innovants aux clients dans le secteur bancaire et financier, en utilisant de manière intensive les technologies numériques. Fréquemment de petite envergure, ces start-ups qui offrent souvent des services en ligne connaissent une croissance rapide dans divers secteurs. Plusieurs étapes clés ont marqué leur évolution (Arner, D. W., Barberis, J., & Buckley, R. P. (2015))

Les systèmes de paiement par carte et les distributeurs automatiques de billets (DAB) ont été introduits pour la première fois. Grâce à l'évolution de l'informatique et d'Internet, les services bancaires en ligne et les courtiers électroniques ont vu le jour.

La bulle Internet des années 2000 a accéléré l'innovation technologique dans le secteur financier. Les transactions commerciales en ligne ont connu une révolution grâce aux paiements en ligne, comme PayPal.

Les plateformes de prêt peer-to-peer (P2P) ont commencé à émerger, offrant une alternative aux prêts bancaires classiques. L'évolution des téléphones intelligents et des applications mobiles a facilité l'accès aux services financiers. Le développement des technologies blockchain et des cryptomonnaies, comme Bitcoin, a créé de nouvelles possibilités et défis pour le domaine financier.

L'apparition de jeunes entreprises Fintech dans divers secteurs, tels que l'assurance (Insurtech), les investissements (Robo-advisors) et les transactions en ligne.

Les Fintechs connaissent une croissance exponentielle, stimulée par l'essor des services de paiement mobile et des solutions de gestion financière reposant sur l'intelligence artificielle et les banques numériques.

Les autorités régulières à travers le monde commencent à instaurer des règles juridiques pour contrôler et réguler ces nouvelles technologies, afin d'assurer une meilleure protection aux consommateurs et de mitiger le risque des fraudes. Les partenariats entre institutions financières traditionnelles et Fintechs se multiplient, favorisant l'innovation tout en respectant les réglementations en vigueur.

Cette dynamique témoigne d'une transformation significative du secteur financier, marquée par les avancées technologiques et l'évolution des attentes des consommateurs. Les Fintechs jouent un rôle crucial dans l'inclusion financière, l'optimisation des processus financiers et la promotion de l'innovation. Toutefois, cette évolution rapide soulève des défis en matière de réglementation et de sécurité.

1.2. Émersion des fintechs en Mauritanie :

L'émergence des Fintechs en Mauritanie a débuté par l'accroissement du recours au téléphone, le développement rapide du réseau internet et les démarches pour réduire les coûts. Ces facteurs ont favorisé l'apparition de solutions financières innovantes. Les fintechs offrent des services facilement accessibles à l'aide de smartphones, en tirant parti d'une connectivité internet améliorée tout en proposant des solutions financières efficaces pour diminuer les

dépenses des utilisateurs. L'objectif d'une politique gouvernementale adaptée est de promouvoir l'innovation tout en assurant la protection économique des nouveaux intervenants (Banque Centrale de Mauritanie, 2022).

En 2017, de nombreuses tentatives pour obtenir l'agrément de la banque centrale ont été systématiquement refusées. En 2019, la Banque Centrale de Mauritanie a organisé le "Fintech Challenge", un événement centré sur la Fintech, l'inclusion financière et la numérisation des moyens de paiement. Des start-ups mauritaniennes, tirant parti des avancées technologiques et utilisant des solutions innovantes telles que l'intelligence artificielle, le machine learning et la blockchain, ont pris part à cette initiative. Durant cet événement, des séances de coaching et de workshops ont été établies afin d'affiner les projets sur les volets financier, technologique et commercial, et de déposer les dossiers définitifs. Pour la phase finale, 3 lauréats ont été primés et accompagnés par la BCM pour financer et concrétiser leurs projets. Ensuite, l'une des principales banques de Mauritanie a lancé un service bancaire mobile (Banque Centrale de Mauritanie, 2022).

Ce Banking mobile contribue à moderniser les opérations bancaires et les paiements en Mauritanie et encourage l'inclusion financière dans le pays grâce à une bancarisation d'environ 30%.

L'avènement de l'internet et les avancées technologiques qui l'ont suivi ont révolutionné divers domaines économiques, donnant lieu à l'apparition des services numériques novateurs qui facilite l'accès aux services financiers.

Les fintechs en Mauritanie connaissent une évolution rapide, introduisant des technologies innovantes dans des domaines tels que les paiements numériques et la blockchain. Elles se rapprochent progressivement des services financiers traditionnels tout en offrant aux consommateurs des solutions plus rapides, économiques, accessibles et adaptées à leurs besoins.

Cette évolution est conditionnée par plusieurs facteurs, notamment le renforcement de la réglementation, la stabilité économique et politique du pays, ainsi que l'engagement des opérateurs de télécommunications, le soutien des nations alliées et l'assistance des bailleurs de fonds.

1.2.1. Réglementation BCM :

Suite à l'émission ou à la révision de 146 lois, ordonnances, décrets ou circulaires depuis 2007, l'inclusion financière reste un objectif central dans de nombreuses activités

réglementaires de la BCM. Les critères et conditions afférents à cette autorisation sont définis par la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) à travers des règlements. Cela favorise l'établissement d'un cadre propice aux activités financières et à la préservation des investisseurs.

La BCM a mis en place plusieurs directives et lois cadrant les outils de paiements sécurisés, ses moyens ont été mis en place au sein des établissements de paiement en premier temps, et dupliquer dans les établissements de monnaie électronique. En effet, les actions ont permis favorablement de réguler ces activités en conséquence (Banque Centrale de Mauritanie, Loi N° 014 - 2021).

1.2.2. Cadre réglementaire :

Actuellement, le secteur financier en Mauritanie est en pleine mutation sur le plan juridique. Pour moderniser les systèmes de paiement, la loi n°2018-037 bis a été adoptée, spécifiquement dédiée au système national de paiement (SNP), couvrant huit pages. Cette loi exige que toute entité désirant gérer ou opérer un système de paiement obtienne l'approbation de la BCM. Une fois autorisée, cette entité est désignée comme un opérateur du système national de paiement. Les critères et les conditions pour cette autorisation sont établis par la BCM à travers des règlements. En plus de sa fonction essentielle de supervision des opérateurs, elle joue un rôle prépondérant dans le développement et la digitalisation des systèmes de paiement, en élaborant de nouvelles solutions technologiques adaptées à son contexte et à ses ambitions, telles que : « LA DEMATERIALISATION DES CHEQUES ». Elle collabore également avec d'autres autorités pour réguler les paiements par des tiers, notamment en interdisant les paiements en espèces pour certaines créances. Bien que concise, cette loi donne à la BCM une marge de manœuvre importante pour façonner un système de paiement adapté, mettant l'accent sur la numérisation financière. En effet, le retard dans l'élaboration des documents écrits, notamment le texte réglementaire, contribue de manière significative à la validation et à l'approbation des autorisations relatives aux services financiers numériques proposés par les opérateurs de télécommunications et les banques. La (loi n°2018-037 bis) et les textes réglementaires ont participé en renforçant l'indépendance de la BCM et s'inscrit dans un contexte législatif plus large favorisant la digitalisation de l'économie grâce à la reconnaissance des transactions électroniques par une loi appropriée (Banque Centrale de Mauritanie, Loi N° 037 bis - 2018).

Ces cinq dernières années ont connu une révision drastique du cadre juridique afin de s'adapter à l'évolution de la digitalisation des banques. En conséquence, les nouveaux cadres juridiques ont favorisé l'implications des nouveaux acteurs digitaux au sein des institutions financières.

La Banque Centrale de Mauritanie (BCM) exerce aujourd'hui un contrôle rigoureux, tant sur pièces qu'en situation réelle, afin de garantir :

- La performance du système de gestion et de contrôle interne ;
 - La solidité de la situation financière ;
 - L'efficacité du dispositif de gestion des risques.
- ✓ **Le contrôle sur pièces :**

La supervision axée sur les risques a conduit à l'instauration d'un système de notation des banques qui prend en compte non seulement les critères prudentiels, mais également les systèmes de gouvernance, de contrôle interne, de gestion des risques et de lutte contre le blanchiment d'argent.

Pour moderniser la centrale de risque, une ligne sécurisée a été mise en place afin d'optimiser les échanges entre les institutions bancaires et la Banque Centrale. Cette ligne facilite le transfert instantané des informations financières des institutions bancaires vers la BCM et inversement, assurant de ce fait la protection et l'automatisation des échanges d'informations.

✓ **Le contrôle sur place :**

La Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière a pour contrôle d'envoyer des équipes d'inspection aux banques pour répertorier tous les apparentés des banques ainsi que tous les engagements qui remontent à plus de deux ans et qui ont été complètement provisionnés.

1.2.3. Les enjeux de la régulation :

La réglementation revêt une importance capitale pour les acteurs de la fintech. Un environnement réglementaire clair, cohérent et adapté est indispensable pour favoriser l'innovation tout en assurant la protection des consommateurs. Il est donc essentiel que la Banque Centrale de Mauritanie continue d'œuvrer à l'élaboration de réglementations qui favorisent la croissance tout en garantissant la sécurité des consommateurs.

Au cours des dernières années, le cadre juridique de notre pays a été révisé afin de tenir compte des avancées technologiques et du rôle croissant des fintechs dans le secteur financier.

Dans ce contexte, notre étude se concentrera sur l'analyse des défis auxquels les autorités de régulation sont confrontées face à l'émergence de ces nouveaux acteurs.

1.2.4. Enjeux liés à la conformité de la BCM :

La transformation financière en Mauritanie est en pleine mutation, poussée par la nécessité d'adapter les services bancaires aux progrès technologiques et aux attentes croissantes de la population. Les transactions bancaires mobiles et les comptes de paiement, en raison de leur praticité et accessibilité, constituent le cœur de cette transition. Néanmoins, cette évolution rapide soulève d'importants enjeux, notamment en matière de sécurité, de conformité réglementaire et de distinction entre les différents types de comptes proposés aux clients.

Pour répondre à ces défis et suivre les nouvelles directives (Instruction 10 et 11/GR2024), la BCM a pris des mesures décisives pour clarifier le paysage financier et renforcer la confiance dans le système bancaire et financier. Parmi ces mesures, il y a le renforcement des limites applicables aux comptes de paiement (communément appelés Wallet) et des exigences spécifiques pour les opérations bancaires via téléphone mobile, afin de différencier clairement les comptes de paiement des comptes bancaires traditionnels.

La récente mise à jour réglementaire, instaurée par l'instruction 11/GR/2024 en substitution de l'instruction précédente 02/GR/2022, constitue une avancée majeure dans le secteur des services de paiement électronique en Mauritanie. En rehaussant les plafonds de transaction, cette nouvelle réglementation a pour objectif d'optimiser le processus KYC (Know-Your-Customer) et de renforcer l'identification des clients, garantissant ainsi une sécurité et une conformité accrues. Elle favorise également l'intégration de nouveaux acteurs financiers, tels que les entreprises de télécommunications, les startups fintech et les institutions de paiement récemment agréées, en plus des banques traditionnelles. Ces réformes devraient avoir un impact positif sur l'inclusion financière.

1.2.5. Stabilité, télécoms et soutien financier : Un levier de développement

Ces dernières années, la Mauritanie a bénéficié d'une certaine stabilité politique et économique, ce qui a favorisé un environnement favorable aux investissements et au développement du secteur financier (avec l'introduction de 3 nouvelles banques entre 2016 et 2020). Afin de préserver la stabilité politique du pays, un climat de confiance entre l'état, les investisseurs ainsi que les institutions financières et les bailleurs de fonds est très essentiel.

La population mauritanienne est fortement exposée aux télécoms, avec un taux de pénétration du mobile proche de 150%. Mauritel (MOOV) a réalisé un déploiement important de la 4G et de la 4G+ dans les zones urbaines et extra-urbaines. Un taux d'utilisation d'internet mobile de 76% (3265628 abonnés en 2021) est enregistré, avec un taux d'équipement supérieur à 100% (Autorité de régulation, 2021).

L'Union Européenne, la Banque Mondiale et d'autres entités fournissent un soutien technique et financier significatif à la Mauritanie. Cela lui donne la possibilité de perfectionner ses aptitudes techniques, humaines et en matière d'infrastructures dans le but d'améliorer le bien-être des citoyens du pays. Ceci constitue un bénéfice significatif pour réaliser les buts d'inclusion financière.

2. Les services financiers offerts par les FINTECHS à l'échelle mondiale :

Les Fintechs ont transformé le paysage des services financiers à travers le monde en proposant des solutions innovantes adaptés aux besoins des consommateurs et des entreprises. Avec une évolution et des avancées technologiques, ces entreprises ont pu offrir des alternatives aux services bancaires traditionnels, souvent perçus comme rigides et coûteux. Aujourd'hui le Fintechs couvrent un large éventail de services financiers, allant des paiements numériques aux plateformes de financement participatif. Voici quelques illustrations des principaux services financiers qu'elles proposent :

Services financiers bancaires destinés aux individus à faible revenu, aux entrepreneurs en solo et aux petites entreprises :

- **Comptes d'épargne de base avec un taux de rémunération préférentiel :** des comptes simples et accessibles qui offrent aux individus la possibilité d'économiser de petites sommes d'argent en toute tranquillité d'esprit.
- **Comptes de paiement mobile (Wallet) :** les services de paiement mobile offrent la possibilité aux utilisateurs d'effectuer des transactions financières directement depuis leur smartphone, sans avoir recours à un compte bancaire traditionnel. Le coût des transactions est généralement abordable et parfois gratuit dans certaines circonstances.
- **Cartes prépayées :** des cartes précharges qui peuvent être utilisées pour effectuer des achats en ligne ou en magasin sans nécessiter de compte bancaire.
- **Crédit Digital :** les services de crédits numériques offrent aux clients d'une banque la possibilité d'accéder immédiatement à un prêt sans avoir à se rendre en agence. Le système accorde automatiquement la validation en se basant sur les critères

d'éligibilité du postulant. L'accès à ce service nécessite des conditions préalables telles qu'un système d'information bancaire performant et un KYC solide qui inclut toutes les informations requises.

- **Facilité de caisse** : en règle générale, ce service est réservé aux commerçants et aux agriculteurs, mais il peut également être adapté aux très petits entrepreneurs et aux personnes à faible revenu afin de leur aider à faire face plus efficacement aux contingences.

Service de microfinance :

- **Micro-crédits spécifiques par type de projet/besoin** : Les entrepreneurs à faible revenu ont la possibilité de bénéficier de micro-crédits de petite taille, destinés à financer le développement de leurs entreprises. Les taux d'intérêt peuvent être modulés en fonction des caractéristiques du projet et des exigences particulières.
- **Micro-prêts de groupe** : des prêts accordés à des groupes d'entrepreneurs qui se soutiennent mutuellement pour le remboursement.
- **Services de conseil financier** : Les entrepreneurs ont accès à des conseils et à une éducation financière, leur permettant de mieux gérer leurs finances et de prendre des décisions éclairées. Afin de promouvoir l'entrepreneuriat et de réduire les risques d'échec, il est essentiel d'offrir des programmes de formation et des actions de sensibilisation thématiques. Cela nous permettra d'atteindre nos objectifs avec succès.

Service de micro-assurance :

- **Micro-Assurance-vie à faible coût** : des contrats d'assurance-vie à prix abordable qui offrent une garantie financière en cas de décès de l'assuré.
- **Micro-Assurance-santé** : des offres d'assurance qui couvrent les frais médicaux et de santé, adaptées aux personnes à revenu modeste.
- **Micro-Assurance agricole** : les agriculteurs profitent de contrats d'assurance qui les couvrent contre les dégâts provoqués par des conditions climatiques ou des maladies agricoles, etc.

Financement participatif pour les entrepreneurs à faible revenu :

- **Prêts entre pairs (P2P)** : Les plateformes de P2P permettent aux personnes de prêter de l'argent à d'autres individus pour financer leurs projets.
- **Don en ligne** : les donateurs en ligne ont la possibilité d'apporter une contribution financière aux projets d'entrepreneurs à faible revenu.

- **Investissement participatif** : les entrepreneurs peuvent lever des fonds en vendant des parts de leur entreprise à de petits investisseurs.

3. Les Fintechs, levier de l'inclusion financière en Mauritanie :

L'inclusion financière revêt une importance capitale pour la réalisation de plusieurs objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle est étroitement liée à huit des dix-sept objectifs, notamment la lutte contre la pauvreté et la promotion de la croissance économique et de l'emploi. L'inclusion financière peut favoriser la croissance économique, en particulier grâce à l'utilisation des services financiers numériques tels que l'argent mobile, les cartes de paiement et les applications FINTECH.

Selon le rapport de Global Findex, en 2017, le pourcentage de la population mauritanienne disposant d'un compte bancaire était de 20,9 %, en baisse par rapport à 22,9 % en 2014 et à 17,5 % en 2011. Cette situation s'explique par un nombre de comptes encore relativement faible comparé aux autres nations de la sous-région. Pour illustrer cette problématique, nous comparerons les taux de détention de comptes en Mauritanie avec ceux du Mali et du Sénégal (Global Findex, 2017).

3.1 Comparatif de la détention des comptes dans la sous-région :

En 2014, le taux mauritanien était de 22,9 %, contre 20,1 % au Mali et 15,4 % au Sénégal. Cependant, en 2017, ce taux a diminué à 20,9 %, tandis que ceux du Sénégal et du Mali ont progressé, atteignant respectivement 42,3 % et 35,4 %. Il est impératif de préciser ce pourcentage selon les types de comptes afin d'évaluer la contribution de chaque composante. Nous pouvons ainsi distinguer deux catégories : les comptes ouverts dans les institutions financières et ceux liés à l'argent mobile.

3.2 L'évolution des taux de la détention des comptes dans la sous-région :

Les données indiquent que l'utilisation de l'argent mobile est la principale cause de l'écart de détention de comptes entre la Mauritanie, le Mali et le Sénégal. En effet, le pourcentage de comptes d'argent mobile a quintuplé au Sénégal et doublé au Mali entre 2014 et 2017. De plus, le taux de bancarisation en Mauritanie est resté stable autour de 20 %, tandis qu'il a augmenté de 10 % au Mali et de 15 % au Sénégal. Cela suggère que la contribution des banques traditionnelles à l'inclusion financière en Mauritanie pourrait être significative, malgré l'émergence récente de nouvelles banques. Il sera donc nécessaire d'explorer d'autres stratégies pour promouvoir la tenue de comptes dans le pays (Global Findex, 2017).

4. Approche qualitative du secteur de la Fintech en Mauritanie

Une fois précisées la démarche méthodologique, nous présenterons les résultats de l'étude et la discussion.

4.1. La démarche méthodologique

Dans une posture interprétative propre au constructivisme, notre recherche consiste à explorer les dynamiques et les opportunités associées à la régulation des Fintechs en Mauritanie. Il s'agit d'examiner le rôle croissant des Fintechs en Mauritanie, en mettant en avant leur potentiel pour stimuler le développement économique et renforcer l'inclusion financière. Une telle posture se fonde sur une hypothèse relativisme de la nature de la réalité avec une vision intentionnelle du monde. En effet notre objectif est de mettre en lumière les enjeux et les défis liés à la régulation des Fintechs tout en adoptant une attitude compréhensive qui cherche à donner du sens à la transformation du secteur, à analyser la manière dont les acteurs perçoivent et réagissent aux évolutions technologiques. Elle met en avant :

- Le caractère évolutif et construit de la régulation, qui dépend de l'interaction entre les acteurs et non d'une structure figée.
- L'importance des perceptions et des représentations, notamment celle de la BCM, des Banques primaire et des consommateurs.
- Une lecture prospective et normative, où la régulation est envisagée comme un processus dynamique plutôt qu'un cadre fixe.

De ce fait, une analyse pareille vise à faire comprendre comment les Fintechs s'insèrent dans le contexte mauritanien spécifique et comment elles influencent, et sont influencées par leur cadre réglementaire.

L'approche qualitative est retenue eu égard à l'approche interprétative dans cet article. Cette posture vise à donner du sens aux phénomènes plutôt qu'à les qualifier. En examinant les discours des autorités et des acteurs du Fintech en Mauritanie pour comprendre comment la régulation évolue en fonction des perceptions et des enjeux.

Ainsi, la collecte des données empirique a été faite sur la base d'une analyse de contenu de la documentation enregistrée ainsi qu'un entretien semi-directifs avec 4 dirigeants du secteur de la Fintech en Mauritanie pour une durée moyenne de 30 minutes chacun.

4.2. Stratégie nationale de l'inclusion financière et Fintechs :

En Mauritanie, la Banque centrale, en collaboration avec divers partenaires, élabore actuellement une stratégie nationale d'inclusion financière pour remédier au faible taux d'inclusion financière dans le pays.

L'objectif de cette stratégie consiste à élaborer une feuille de route acceptée par toutes les parties impliquées dans l'écosystème financier, décrivant les actions à entreprendre au cours des cinq prochaines années pour promouvoir l'inclusion financière. Cette initiative englobe le renforcement du cadre réglementaire, le développement des infrastructures de paiement et la promotion de l'innovation du côté de l'offre. En ce qui concerne la demande, les objectifs incluent le renforcement de la protection des consommateurs de services financiers, l'amélioration de l'accès aux services financiers et la sensibilisation de la population aux questions financières.

La stratégie nationale de l'inclusion financière en Mauritanie a identifié les objectifs stratégiques suivants (SNIF, 2023 – 2028):

- ✓ Faire progresser la finance numérique et en faire un moyen de favoriser l'inclusion financière ;
- ✓ Renforcer l'éducation financière et la protection du consommateur ;
- ✓ Renforcer la stabilité du secteur financier à travers une meilleure supervision ;
- ✓ Promouvoir la finance verte, durable et inclusive ;
- ✓ Améliorer la facilité de financement des projets qui ont un impact économique et social.

Ces axes stratégiques visent à renforcer le secteur financier et à favoriser l'inclusion financière en Mauritanie.

4.3. Risques liés au développement des Fintech :

Le développement des Fintechs en Mauritanie présente des opportunités considérables pour l'inclusion financière et la modernisation du secteur bancaire. Toutefois, leur émergence soulève également plusieurs défis majeurs, identifiés à travers l'analyse documentaire et les entretiens menés avec des acteurs du secteur. Les entretiens ont permis de mettre en lumière les préoccupations des dirigeants quant à la régulation encore floue du secteur, aux risques liés à la cybersécurité et à la protection des données personnelles, ainsi qu'aux défis d'intégration des FinTechs dans l'écosystème financier existant. Par ailleurs, les entreprises de technologie financière font face à divers périls, notamment en ce qui concerne la sécurité

des données, la protection des consommateurs et la lutte contre le blanchiment d'argent, des enjeux cruciaux qui nécessitent une régulation adaptée et efficace. De plus, l'inégalité d'accès aux technologies et la fracture numérique pourraient limiter l'impact des FinTechs sur l'inclusion financière, particulièrement en milieu rural. Ce chapitre propose une analyse de ces principaux défis, en s'appuyant sur les données recueillies pour mieux comprendre les enjeux de la régulation et de l'essor des FinTechs en Mauritanie.

4.3.1. Cybersécurité & Données personnelles :

De nos jours, la sécurité numérique des nouveaux acteurs, en particulier dans le secteur financier, représente un défi majeur pour les systèmes de gestion de la continuité des activités. Les menaces telles que les logiciels malveillants et la fraude posent des risques significatifs pour les systèmes de paiement et de règlement, surtout pour les fintechs accessibles au grand public, augmentant ainsi leur vulnérabilité. Les conséquences d'une fraude peuvent être d'autant plus graves en raison de la facilité avec laquelle de grandes sommes d'argent peuvent être transférées par voie numérique.

Pour atténuer ces risques dans le domaine des fintechs, il est crucial de mettre en place une solide sécurité technique conforme aux normes internationales les plus strictes, de développer des mécanismes d'audit pour surveiller les systèmes, et d'établir une réglementation appropriée pour punir toute violation.

4.3.2. Protections des consommateurs et fiabilité des données :

Il est primordial d'instaurer une protection adéquate des consommateurs afin de renforcer la confiance dans l'utilisation des services financiers en ligne. Les transactions effectuées sur Internet comportent divers risques, la fraude étant particulièrement alarmante. En effet, des individus malintentionnés pourraient accéder aux comptes des consommateurs et exploiter leurs données à des fins frauduleuses. Pour les entreprises de fintech, il est essentiel de proposer un service transparent, équitable et sécurisé, en veillant à la préservation des fonds des utilisateurs et à la garantie de la confidentialité de leurs informations.

4.3.3. Lutte contre le blanchiment d'argent :

La Banque Centrale de Mauritanie (BCM) doit prendre en compte les normes relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lors de l'intégration de services technologiques financiers. Ces normes, destinées à contrer les activités illégales génératrices de revenus, sont liées aux procédures de connaissance du client (KYC). Bien que

distincte, cette réglementation a des implications significatives, même si elle vise un nombre relativement restreint de transactions illégales.

En 2019, la loi 2019-020 a établi un comité national, dirigé par le Gouverneur de la BCM, pour lutter contre ces crimes. Ce comité regroupe des experts des ministères concernés et inclut également les actifs électroniques dans la définition des fonds.

Les entreprises de technologie financière (Fintechs) proposent des solutions permettant de tracer les transactions, ce qui pourrait favoriser l'instauration d'une réglementation destinée à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/FT). La Banque Centrale de Mauritanie (BCM) pourrait envisager d'imposer des plafonds sur les montants que les consommateurs sont autorisés à transférer ou à détenir, dans le but de diminuer les risques liés à ces activités.

Le blanchiment d'argent peut être facilité par une supervision inefficace des Fintechs, ce qui permet aux acteurs malveillants de manipuler les systèmes financiers sans être repérés. La détection des transactions suspectes peut être compromise par les lacunes dans la surveillance, ce qui met en péril l'intégrité du secteur financier.

5. Perspectives sur l'évolution future des Fintechs

En 2022, la montée en popularité des services financiers numériques a renforcé le secteur bancaire, notamment avec l'essor du mobile banking, facilitant les transactions via smartphones. En 2023, cette évolution s'est poursuivie avec l'adoption de normes internationales visant à stabiliser le système bancaire, dont l'introduction d'un nouveau ratio de liquidité à long terme pour mieux gérer les actifs et passifs des banques.

Simultanément, des réformes réglementaires ont été lancées pour moderniser la supervision bancaire, incluant des contrôles internes renforcés et des sanctions pour non-conformité. Des règlements ont aussi été mis en place pour sécuriser les services financiers électroniques tout en favorisant l'innovation et la protection des consommateurs.

La Banque Centrale a accéléré l'exécution du Projet d'Appui à la Modernisation de l'Infrastructure Financière (PAMIF), réalisant des avancées notables dans l'établissement de systèmes de télé-compensation et de règlement en temps réel pour les gros montants, qui seront opérationnels dès 2023. L'objectif de ces initiatives est de simplifier un règlement entre les banques en respectant les normes internationales et de diminuer les risques liés aux transactions entre les banques.

Parallèlement, une stratégie nationale d'inclusion financière est actuellement mise en œuvre, visant à élargir l'accès aux services financiers pour les populations vulnérables, notamment les jeunes, les femmes, les petites et moyennes entreprises (PME), les habitants des zones rurales ainsi que les personnes déplacées. Cette stratégie s'accompagne d'une initiative d'éducation financière et d'une gouvernance impliquant divers acteurs.

Pour combler les lacunes en matière d'inclusion financière, la Banque Centrale encourage l'innovation technologique et élargit l'écosystème financier, notamment par l'analyse des demandes d'agrément, l'établissement de partenariats avec des acteurs internationaux et privés, ainsi que le développement de programmes d'éducation financière. L'interopérabilité est également promue comme un levier essentiel d'inclusion financière, avec des projets en cours pour établir des solutions interbancaires et nationales.

De plus, la Banque Centrale s'engage dans le développement de la finance verte inclusive, avec des projets pilotes tels qu'une assurance pour les agriculteurs et la mise en place d'indicateurs pour les crédits verts ou bleus, ainsi qu'une feuille de route pour orienter ces initiatives.

Conclusion

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Mauritanie met une grande importance dans le domaine du numérique. Cette approche convient particulièrement à un pays vaste, dont l'infrastructure est peu développée mais dont le taux de pénétration est très élevé, proche des 150%.

Le gouvernement a récemment identifié plusieurs domaines prioritaires pour atteindre les objectifs de développement définis dans les stratégies élaborées à cet effet. Les domaines prioritaires englobent la promotion de l'inclusion financière ainsi que la modernisation du système national de paiement.

Concernant les réglementations, la Banque Centrale de Mauritanie a élaboré et révisé plusieurs lois et ordonnances touchant l'ensemble du secteur bancaire et financier. L'objectif est de favoriser l'arrivée de nouveaux acteurs dans le secteur financier mauritanien, notamment dans le domaine des FINTECH, et de promouvoir l'inclusion financière, renforçant ainsi la concurrence au bénéfice des consommateurs.

Une nouvelle stratégie d'inclusion financière est actuellement mise en œuvre, visant à établir un secteur financier inclusif, résilient et durable. Cette initiative cherche à améliorer l'accès et l'utilisation d'une gamme variée de produits et services financiers numériques, en particulier

pour les populations rurales, les personnes déplacées et les micros, petites et moyennes entreprises.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et articles académiques

- Arner, D. W., Barberis, J., & Buckley, R. P. (2015). *The evolution of FinTech: A new post-crisis paradigm?* University of Hong Kong Faculty of Law.
- Boussedra, F. (2017). *Économie monétaire et financière : Théorie et politique monétaire*. El Maarif Al Jadida – Rabat.
- El Amri, A., Oulfarsi, S., Eddine, A. S., El Khamlichi, A., Hilmi, Y., Ibenrissoul, A., ... & Boutti, R. (2022). *Carbon Financial Market: The Case of the EU Trading Scheme*. In *Handbook of Research on Energy and Environmental Finance 4.0* (pp. 424-445). IGI Global.
- Kobiyyh, M., El Amri, A., Oulfarsi, S., & Hilmi, Y. (2023). *Behavioral finance and the imperative to rethink market efficiency*.

Rapports officiels et réglementations

- Autorité de Régulation. (2021). *Rapport annuel*.
- Banque Centrale de Mauritanie. (2023-2028). *Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF)*.
- Banque Centrale de Mauritanie. (2022). *Rapport annuel*.
- Banque Centrale de Mauritanie. (2022). *Instruction 02 GR*.
- BCEAO. (2015). *Instruction N°008-05-2015 régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA)*.
- FMI. (2015, avril). *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne : Faire face aux vents contraires*.
- G7. (2019, juillet). *Un partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique*.
- République du Sénégal, Ministère des Finances et du Budget. (2022, janvier). *Stratégie nationale d'inclusion financière (2022 – 2026)*.
- World Bank Group. (2017). *The Global Findex Database: Measuring Financial Inclusion and the FinTech Revolution*.

Sources en ligne

- Banque Centrale de Mauritanie. (2018). *Loi n°2018-034 portant statuts de la BCM*. Disponible sur : https://www.bcm.mr/IMG/pdf/loi_no_2018-034_portant_statuts_de_la_bcm-2.pdf
- Banque de France. (2019). *Les FinTechs : Nouveaux acteurs en pleine croissance au service des clients*. Disponible sur : https://abc-economie.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/abc-mot-de-l-actu-fintechs_20190904.pdf
- Banque Centrale de Mauritanie. (2021). *Loi n°2021-014 sur les services et moyens de paiement électronique*. Disponible sur : https://www.bcm.mr/IMG/pdf/loi_no_2021014_services_et_moyens_de_paiement_eletronique_fr-2.pdf
- Banque Centrale de Mauritanie. (2022). *Présentation de deux nouveaux textes réglementaires*. Disponible sur : https://www.bcm.mr/IMG/pdf/pre_presentation_de_deux_nouveaux_textes_v1.pdf
- Banque Centrale de Mauritanie. (2022). *Lancement du BCM FinTech*. Disponible sur : <https://www.bcm.mr/nouakchott-m-le-gouverneur-preside-la-ceremonie-de-lancement-du-bcm-fintech>
- Banque Mondiale. (2018). *L'inclusion financière en hausse, mais des écarts persistent selon la base de données Global Findex*. Disponible sur : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/04/19/financial-inclusion-on-the-rise-but-gaps-remain-global-findex-database-shows>
- Fratel. (2020). *Monnaie numérique en Mauritanie*. Disponible sur : <https://www.fratel.org/documents/2020/07/Monnaie-num%C3%A9rique-en-Mauritanie.pdf>
- Idéal Investisseur. (2023). *Les FinTechs : Nouveaux acteurs en pleine croissance au service des clients*. Disponible sur : <https://www.ideal-investisseur.fr/finance-numerique/fintech-nouveaux-acteurs-en-pleine-croissance-au-service-des-clients-8328.html>